Notre maison brûle et le maire de Soisy regarde ailleurs*

Du 7 au 18 décembre** aura lieu à Copenhague la 15e conférence de l'ONU sur les changements climatiques. L'enjeu est important. Le Protocole de Kyoto, établi en 1992, arrive à terme en 2012. La communauté internationale va donc devoir trouver un nouvel accord pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique et se fixer des objectifs ambitieux pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES).

Les scientifiques sont formels : l'objectif de Kyoto de diminuer les émissions de 5,2 % n'est plus suffisant. L'objectif est désormais de contenir l'augmentation de température globale à moins de 2 °C supplémentaires. Dans le cas contraire, les impacts pour nos sociétés seraient dévastateurs.

Le dérèglement climatique n'est pas seulement un défi environnemental sans précédent. Les inondations ou les sécheresses insoutenables qui vont concerner des bassins de vie de plusieurs millions d'habitants provoqueront des catastrophes sociales avec des conséquences économiques sans commune mesure avec ce que nous avons pu connaître jusqu'à présent.

Dès à présent, plusieurs associations (Oxfam, Action contre la faim, Greenpeace, WWF, la Fondation Hulot, les Amis de la Terre, le Secours catholique, Médecins du monde, etc.) ont lancé un appel — « l'ultimatum climatique » — aux responsables de la communauté internationale pour qu'ils prennent bien la mesure des enjeux et de l'importance des engagements qui seront pris lors de cette conférence. Elles entendent bien peser sur le protocole qui sera adopté, en portant des objectifs ambitieux tels que la réduction de plus de 40 % en 2020 par les pays industrialisés de leurs émissions de GES et le déblocage d'une aide des pays industrialisés aux pays en développement pour l'adaptation de leurs territoires aux changements climatiques.

Les collectivités territoriales sont des acteurs incontournables dans la lutte contre le réchauffement climatique. Sans elles les engagements nationaux et internationaux ne peuvent être tenus. Leur rôle est majeur, que ce soit dans leurs efforts constants pour diminuer l'empreinte carbone de leurs activités, que par la contribution à la prise de conscience et à l'évolution des comportements des habitants dont elles sont naturellement proches.

C'est pourquoi, lors du conseil municipal du 12 novembre, le groupe Soisy pour Tous a proposé que, comme de nombreuses autres villes du département et du pays, la Ville de Soisy-sous-Montmorency s'associe à cette démarche et signe l'ultimatum climatique. Comme d'habitude, cela n'a donné lieu à aucun débat, le maire décidant pour tout le monde. Et sa réponse a été que cela ne servait à rien d'émettre de tels vœux, qu'il fallait laisser faire les choses et qu'on verrait bien après. Mais sans manquer d'énumérer tout ce que la ville de Soisy avait fait contre le réchauffement climatique depuis qu'il était maire, comme de mettre des affiches sur les portes des écoles « Allons à l'école à pied ou à vélo » (ce qui est dangereux en dessous de 11 ans) ou de financer en 2010 au Champ-de-Courses 20 % d'un abri à vélos dont il parle depuis plus de six ans…

Il ne nous reste donc plus qu'à espérer que tous les maires de France n'aient pas la même attitude, sinon la fièvre de la planète est partie pour prendre 5 degrés supplémentaires !

François Delcombre, Anne Mokry, Frank Morot-Sir, Laura Berot et Jean-Claude Gauvin, groupe Soisy pour Tous.

(*) Reprise, à peine détournée, de la phrase prononcée par Jacques Chirac lors du Sommet de Johannesburg le 2 septembre 2002.

(**) Article écrit le 16 novembre.